

## Séance ordinaire du mardi 18 juillet 2023

**L'an deux-mille-vingt-trois et le dix huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

### **Protection de la population et tranquillité publique**

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN ayant donné pouvoir à Flora LABOURIER, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

#### **Absents / Excusés :**

Mohed ALTRAD, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## **Adhésion au Haut Comité Français pour la Résilience Nationale - Approbation**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Depuis plusieurs années, un ensemble de risques a été anticipé par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sur leurs territoires, afin de les prévenir et d'en réduire l'impact en cas de survenance, notamment par le biais du contrôle de l'urbanisation, de travaux et d'aménagements pour réduire la vulnérabilité, de la préparation et planification de la gestion des crises, et de l'installation progressive d'une culture du risque chez les citoyens, acteurs de leur sécurité et de celles des autres, ainsi que des changements à conduire.

A Montpellier, cette politique volontariste s'est structurée selon l'organisation suivante :

- La mise en place d'une organisation municipale préoccupée par la sécurité, la gestion des risques et menaces majeures, l'écologie, le dérèglement climatique, l'alimentation durable, ainsi que la solidarité ;
- L'inscription dans ce mandat de délégations municipales dédiées à la « *protection de la population* », au « *plan communal de sauvegarde* » et à la « *réserve citoyenne* » ;
- La mise en place d'un plan d'administration depuis 2022, fixant notamment la prévention des risques cyber, l'acculturation de l'administration à la prévention des risques et à la gestion de crise ;
- La création d'une Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC) dans ce mandat, composée de citoyens montpelliérains bénévoles pouvant être mobilisés en appui des services municipaux ;
- La prévention du risque incendie de forêt, notamment par une gestion de l'Obligation Légale de Débroussaillage (OLD), une surveillance des massifs les plus à risques, l'emploi de l'éco-pâturage ;

- L'élaboration d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) sous l'angle du « *multirisques* » à l'usage des services municipaux, ainsi que la préparation et la formation des acteurs parties prenantes à la gestion d'un événement, allant jusqu'à l'organisation d'exercices ou de Retours d'Expérience (RETEX) pour pratiquer et améliorer sans cesse le dispositif de crise ;
- Le déploiement d'un ensemble de supports pédagogiques à destination du grand public tels que le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM), avec de nombreuses actions d'« *aller vers* » la population, portées par la Réserve Communale de Sécurité Civile de Montpellier ;
- La mise en œuvre du service de Téléalertes pour alerter les montpelliérain(e)s en cas de risques majeurs, auxquels peuvent s'ajouter d'autres vecteurs d'alertes et d'informations (relations presse, réseaux sociaux, supports numériques, etc.) ;
- La participation au renforcement du réseau des sirènes du Système d'Alerte et d'Information des Populations (SAIP), en lien étroit avec la Préfecture de l'Hérault ;
- L'acquisition de moyens matériels spécifiques pour le soutien d'urgence de populations sinistrées, impliquées ou déplacées.

Cette politique est complétée par :

- Des travaux de prévention du risque d'inondation, de ruissellement et de submersion engagés par la Métropole depuis les années 2000, sous couvert d'une Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), et la mise en œuvre sur le bassin versant du Lez de différents Plans d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) ;
- Un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal – Climat porté par la Métropole recherchant, entre autres, à considérer les enjeux environnementaux, préserver la biodiversité, les terres, à végétaliser et désimperméabiliser la Ville pour atténuer le réchauffement climatique, et lutter contre les îlots de chaleurs, les épisodes méditerranéens qui seront plus intenses dans un avenir proche ;
- La gratuité des transports en commun proposée par la Métropole à l'ensemble des habitants du territoire dès la fin 2023 ; une mesure à la fois écologique et solidaire.

Cet effort collectif s'inscrivant sur la durée, porté par des agents de la Ville comme de la Métropole en matière de prévention et de gestion des risques, a permis à Montpellier, en octobre 2022, d'obtenir le Label Résilience France Collectivités avec 3 étoiles accordées pour son niveau de préparation et ses capacités de résilience.

Ce label, décerné par le Haut Comité Français pour la Résilience Nationale, permet d'évaluer, à l'aide de plusieurs questionnaires, la préparation des collectivités en s'intéressant plus particulièrement aux :

- Grands piliers de la gestion des risques : la protection, la prévention, l'information et la gestion de crise ;
- Politiques publiques et activités liées à la sécurité civile : risques naturels, technologiques, sanitaires, menaces (cyber-sécurité, attentat), sécurité publique, grand rassemblement...

Il a vocation à devenir pour les collectivités un outil de suivi et d'amélioration continue de leur résilience, avec un label réinterrogé chaque année.

A ce titre, il est proposé d'adhérer au Haut Comité Français pour la Résilience Nationale, afin que la Ville de Montpellier puisse évaluer ses pratiques en vue d'obtenir le Label Résilience France Collectivités 2023.

Le Haut Comité Français pour la Résilience Nationale ou Résilience France est une association loi 1901 qualifiée d'intérêt général. Par ses activités d'événementiel, de veille, d'analyse et de labellisation, l'association aide ses membres à améliorer leurs dispositifs de sécurité-sûreté, afin d'être plus résilients face aux risques et aux menaces majeurs. Elle est une plateforme d'échanges entre l'État, les assemblées parlementaires, les collectivités, les entreprises et les experts sur les questions touchant à la sécurité-sûreté, à la résilience organisationnelle et structurelle des organisations publiques et privées. Elle participe in fine à la protection des populations et à l'objectif de résilience nationale défini dans les livres blancs de la sécurité et de la défense nationale.

L'adhésion annuelle s'élève à 1 000 €. Pour l'exercice 2023, le montant de la cotisation sera de 250 € pour une adhésion en cours d'année.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'adhésion au Haut Comité Français pour la Résilience Nationale et le versement de la cotisation correspondante ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 25 juillet 2023**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 26 juillet 2023**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20230718-237653-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 25/07/23  
Réception en Préfecture : 25/07/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.